

massacres interethniques suite à une hantise des Hutu d'une probable attaque par l'armée.

Au courant de cette situation depuis début août 1988, le Coordonnateur national de l'UPRONA et son directeur de cabinet, Martin Sindabizera, n'en soufflent mot à Sylvestre Ntibantunganya qu'ils envoient le 7 août à Kirundo pour animer un séminaire pour les cadres locaux (communaux et provinciaux) du Parti. Pourtant, Didace Rudaragi qui doit aller à Ngozi est averti et prié même d'ajourner sa mission. Pourquoi ne l'a-t-on pas fait pour Sylvestre Ntibantunganya ?

Sur le terrain, le Premier Secrétaire national à l'information et à la mobilisation a beaucoup de peine à contenir ses interlocuteurs qui souffrent d'un malaise évident qui gêne fortement le déroulement des travaux du séminaire. D'autant plus que le Gouverneur de la province est parti à Ntega, la commune en ébullition, et que personne parmi les autres responsables ne veut renseigner Sylvestre Ntibantunganya sur ce qui est en train de se tramer. M. Mukurarinda, alors 1er Secrétaire provincial de l'UPRONA, est prié de s'enquérir des nouvelles auprès de l'administrateur communal également une intervention jugée gênante pour M. Bararunyeretse. Il est alors convoqué le lendemain pour se faire réprimander pour son manquement à l'unanimité ! Voilà donc comment M. Bararunyeretse comprend la sacro-sainte liberté d'expression et le nécessaire débat contradictoire sur les questions nationales. Il est bien loin de toute ouverture démocratique à une époque où cede Ntega. Rien ne filtre de leur conversation sur ce qui se passe réellement dans cette commune.

Par ailleurs, les participants au séminaire, fort traumatisés et inquiets, n'osent pas révéler à l'animateur du séminaire ce qui se passe réellement dans la province. Celui-ci rentre finalement à Bujumbura le 10 août 1988 sans information aucune sur la situation prévalant dans cette région du pays. Pourtant, s'il avait été informé, Sylvestre Ntibantunganya n'aurait-il pas pu concourir à désamorcer cette bombe qui a coûté la vie à entre 5.000 (chiffre officiel) et 25.000 (chiffre provenant d'autres sources) personnes, soit lors des affrontements interethniques, soit surtout lors de la vigoureuse et impitoyable répression menée par l'armée ? Sans parler des 60.000 habitants des deux communes qui franchissent l'Akanyaru pour trouver refuge au Rwanda.

Mais le plus navrant, qui montre à quel point Bararunyeretse est d'un cynisme politique déconcertant, est vécu lors de la réunion que le Coordonnateur de l'UPRONA organise à l'intention des cadres nationaux et provinciaux (en mairie de Bujumbura) du parti pour les informer de la situation qui prévaut alors dans les deux communes du Nord du pays. Outre les membres des secrétariats nationaux permanents du Parti et de ses mouvements intégrés, se trouvent également dans la salle des membres des comités provinciaux, communaux et de sections de ce parti dans la mairie de Bujumbura. Beaucoup de participants s'interrogent sur l'incapacité de l'administration provinciale à contenir la crise. D'autres osent dire haut et fort que les responsables des "événements" ne sont autres que "ceux qui étaient dans l'entourage de Bararunyeretse". Ce dernier encaisse sans sourciller alors qu'à côté de lui se trouve Sylvestre Ntibantunganya dont il apprécie l'intégrité ! Mais l'estime, est-elle vraiment profonde et sincère ?

Plus tard, après cette crise, advient en 1989 un problème sur l'organisation du concours national. M. Gamaliel Ndaruzaniye (Ministre de l'enseignement primaire et secondaire) propose un système de pondération des points obtenus par les écoliers en rapport avec leur âge. Cette mesure provoque un tollé général, même parmi les hauts cadres du Secrétariat national permanent du parti. Paradoxalement, c'est Bararunyeretse qui

monte au créneau. Sylvestre Ntibantunganya demande pourquoi le Ministre qui connaît mieux le dossier que M. Bararunyeretse ne l'expose pas. Il lui est répondu que le Coordonnateur national de l'UPRONA ne le connaît pas moins. Un autre cadre (de la J.R.R.), Pierre-Claver Nzeyimana, fait également une intervention jugée gênante pour M. Bararunyeretse comprend la sacro-sainte liberté d'expression et le nécessaire débat contradictoire sur les questions nationales. Il est bien loin de toute ouverture démocratique à une époque où cela s'impose.

On peut donc affirmer sans peur de se tromper que le seul fait que la démocratie soit mal partie au Burundi est principalement le fait d'un homme : Libère Bararunyeretse. Cela transparait à travers la façon dont il a géré la transition du coup d'Etat du 3 septembre 1987 au référendum constitutionnel du 9 mars 1992.

Le 11 décembre 1987, le major Pierre Buyoya, Président du Comité militaire pour le salut national, nomme les hauts cadres du Secrétariat national de l'UPRONA. De jeunes cadres, se trouvant parmi les progressistes et démocrates qui s'étaient côtoyés depuis le début des années 1980 sont parmi les élus. On trouve parmi eux Vincent Kubwimana et Léonard Nyangoma comme Secrétaire général et Secrétaire général-adjoint de l'Union des travailleurs du Burundi, l'UTB (syndicat unique), Pierre-Claver Nzeyimana comme Secrétaire général adjoint de la JRR (Jeunesse révolutionnaire Rwagasore), Raphaël Bitariho, Sylvestre Ntibantunganya, Didace Rudaragi, Juvénal Manirambona comme Secrétaires nationaux s'occupant respectivement des affaires sociales et culturelles, de l'information et de la mobilisation, des affaires politiques, administratives et juridiques, de l'administration et de la gestion. Dans la rue, on affirme que les Hutu ont fait une entrée fracassante au Secrétariat national permanent du Parti (UPRONA) ou alors que c'est le Groupe SOMOZA qui vient de reconquérir ses positions.

Face aux questions qui hantent le Burundi sous divers aspects depuis son indépendance, notamment l'épineuse *question de l'unité nationale*, la jeune équipe du Secrétariat national permanent de l'UPRONA se veut offensive. Le programme élaboré par cette équipe pour l'année 1988 comprend entre autre une proposition d'un important colloque national sur cette question. Le Secrétariat des questions politiques, juridiques et administratives, dirigé par Didace Rudaragi, se propose de piloter ce colloque. Quand le projet est soumis au Comité militaire pour le salut national, il est contesté par beaucoup de membres de ce corps qui laissent croire qu'il faut attendre des instructions, arguant qu'une équipe interne est à l'oeuvre et que ces instructions ne tarderont pas à venir. Pourtant, à travers le discours-programme présenté par le Président Buyoya un mois après sa prise du pouvoir, rien n'est dit sur la question de l'unité nationale qui semble à l'époque être le moindre de ses soucis.

Ainsi donc, le régime du major Buyoya perd dès ses débuts une occasion inouïe pour désamorcer la bombe de la violence ethnique qui, pendant des années et à plusieurs reprises (1962, 1965, 1969, 1972, 1973), a plongé le pays dans le deuil.

Certes, il faut être juste à l'endroit de M. Bararunyeretse car il ne s'est pas opposé au projet. Néanmoins, sa responsabilité réside dans un manque de volonté à pousser le projet jusqu'au bout, alors que toute son équipe y est favorable. Cette démission installe la déception au sein de l'équipe qui conclut, une nouvelle fois, à l'impossibilité d'opérer des réformes importantes dans le pays à travers l'UPRONA. En effet, rien ne dit que les orientations nouvelles, sorties de ce colloque, n'auraient pas permis de mieux gérer la question de l'unité nationale, et d'éviter le drame de Marangara et Ntega, en 1988, celui de 1991-1992 à Bujumbura, dans ses environs et dans la province de Cibitoke et surtout celui d'octobre 1993.

II-2.6 Omissions et matraquages sur la question de l'unité nationale

Les événements d'août 1988 rappellent à Buyoya que la question majeure subsiste : celle de l'Unité nationale et de l'intégration des Hutu, (majoritaires dans le pays) dans tous les secteurs de la vie nationale : gouvernement, administration territoriale, forces de défense et de sécurité, l'enseignement secondaire et supérieur - clé incontestée de l'entrée dans les autres secteurs.

Peut-on considérer que ce sont les 5.000 à 25.000 victimes (Hutu et Tutsi) qui heurtent la conscience du major Buyoya et l'amènent à mettre sur pied, le 4 octobre 1988, la Commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale ? Peut-être. Mais il ne faut pas non plus exclure la pression extérieure, surtout quand on pense aux voyages que le Président Buyoya effectue alors à l'étranger pour parler de la politique intérieure burundaise.

Le 6 octobre 1988, le major Buyoya inaugure les travaux de la Commission qu'il vient de nommer. Le discours pathétique qu'il prononce à cette occasion fait verser beaucoup de larmes à plus d'un citoyen burundais. Tout le monde commence à espérer, tant le drame ethnique a beaucoup compromis l'avenir du pays.

Avant même que cette Commission ne dépose son rapport, le Président Buyoya prend les devants en nommant un Premier ministre, un Hutu uproniste, en la personne de M. Adrien Sibomana. Ancien gouverneur de la Province Muramvya (sous Buyoya) et ancien Vice-président de l'Assemblée nationale (monopartite) sous Bagaza, Adrien Sibomana devient Premier Ministre au moment où il a M. Libère Bararunyeretse comme adjoint à la présidence de la Commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale. Cette dernière comprend 24 membres, répartis à égalité entre les deux grands groupes ethniques : 12 Hutu et 12 Tutsi. Une commission de 24 "sages" dit-on ! Le nouveau Gouvernement formé le 19 octobre 1988 l'est dans le même sens. Pour la première fois depuis 1965, le Burundi est dirigé par un gouvernement où Hutu et Tutsi se trouvent à égalité. C'est une première.

Dans les milieux extrémistes tutsi, l'on crie à la *vente du pays* (*Buyoya aragurishije igihugu*) alors qu'au sein de l'opposition démocratique, qui oeuvre clandestinement, l'on parle d'une solution de façade puisque les opposants ne se retrouvent pas dans ce Gouvernement composé uniquement d'upronistes purs et durs.

Pourtant, quelques jours plus tôt, Melchior Ndadaye avait osé parler publiquement de la nécessité de réajuster l'organisation politico-militaire du Burundi en vue de mettre à l'aise toutes les composantes ethniques du pays, notamment les Hutu frustrés de leur exclusion de la vie politique et militaire depuis le génocide de 1972-73. Outre le Premier Ministre hutu, Ndadaye propose également la formation d'un Gouvernement où toutes les ethnies soient réellement représentées, la mise en place d'un Commissariat politique des forces armées chargé de veiller à des recrutements beaucoup plus justes et équitables, la libéralisation de la vie politique, en permettant la libre expression des courants et pensées politiques et une meilleure gestion des droits et libertés de la personne humaine. Tout cela se passe au cours d'une réunion de *pacification* convoquée par le gouverneur de Gitega, M. Yves Minani, à l'intention des fonctionnaires de Gitega. A l'époque Ndadaye travaille dans le projet COOPEC (Coopératives d'épargne et de crédit) financé par la coopération française.

Face à lui se trouvent des fonctionnaires et des cadres militaires Tutsi, dont le major (aujourd'hui lieutenant-colonel) Léonidas Maregarage, commandant du 3ème Bataillon

Commando de Gitega et membre du Comité militaire pour le salut national. L'officier est connu pour le rôle qu'il a joué dans la répression sauvage de la *rébellion* de Ntega et Marangara. Ses hommes, sur initiative personnelle ou suivant l'ordre qu'ils recevaient, ont commis beaucoup d'atrocités et de pillage. A ce propos, le major Daniel Nengeri (promu lieutenant-colonel depuis lors), commandant du Camp Ngozi (aujourd'hui 4ème Bataillon Commando), semble avoir été taxé abusivement de *bourreau de Kiremba* alors que le principal responsable de ces exactions est probablement le lieutenant-colonel Maregarege.

Après l'intervention de Melchior Ndadaye, lors de cette réunion organisée par le gouverneur de Gitega, le major Maregarege exprime son indignation, laissant entendre que celui qui anime alors le FRODEBU dans la clandestinité a dépassé les limites. Mais plutôt que de l'affronter et le contredire dans les idées, les autorités de Gitega font une injonction aux policiers de la sûreté nationale pour arrêter Ndadaye.

Ainsi, Buyoya vient d'avoir sur son dos le plus gênant de ses prisonniers. Ndadaye est l'un des premiers prisonniers politiques d'un régime qui, une année auparavant, se présentait comme décidé à rompre avec les méthodes policières de celui du colonel Bagaza. Le Président Buyoya en aurait été gêné au point de réprimander une fois le major Maregarege et le Gouverneur Yves Minani, pour avoir été incapables de *démonter* par des arguments plus solides les idées avancées par Ndadaye. Néanmoins, le Président de la IIIème République ne prend aucune décision pour élargir tous les *innocents emprisonnés*, dont Melchior Ndadaye. Rappelons qu'à l'époque croupissaient également en prison les prétendus responsables des massacres de Ntega et Marangara ainsi que certains signataires de *la lettre ouverte au Président Buyoya du 22 août 1988*.

Melchior Ndadaye est emprisonné d'abord dans les cellules de la Sûreté nationale pendant deux semaines avant d'être transféré à Rumonge. Il passe deux mois et demi en prison. Quand il en sort à la fin de l'année 1988, il ne peut plus retrouver son poste au projet COOPEC. Il est orienté au Cabinet du Ministre du développement rural comme conseiller avant d'être engagé à la Meridian Bank Burundi.

Pourquoi donc Melchior Ndadaye est-il emprisonné par un régime qui prétend promouvoir la libre expression à travers le dialogue et la concertation ? C'est que visiblement cela n'est dit qu'en vue de séduire une opinion occidentale qui garde du Burundi l'image laissée par le dictateur Jean-Baptiste Bagaza, dont les prisons étaient pleines de près de 300 prisonniers politiques le jour de sa chute. *L'emprisonnement de Melchior Ndadaye constitue, entre autres cas, une manifestation évidente du refus de la démocratie par le régime Buyoya qu'on compare alors abusivement à la "Révolution gorbatchévienne"*.

Toutefois, la fin de l'année 1988 marque une étape importante dans l'avancée du Burundi vers la démocratie. La mise en place de la Commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale et les travaux de cette commission vont également mettre en évidence les lacunes ou le manque de bonne volonté de la part de l'entourage immédiat du major Buyoya quant aux moyens à mettre en place pour résoudre définitivement la question de l'unité nationale.

Dès que la population entend parler de la Commission, elle exprime beaucoup d'idées, surtout dans sa frange hutu dont les intellectuels, particulièrement ceux évoluant dans les milieux politiques, apportent leur contribution en vue de favoriser une franche

approche de cette question. Au sein de la Commission des "24 sages", se trouvent Raphaël Bitariho et Sylvestre Ntibantunganya, deux cadres Hutu de la Permanence nationale de l'UPRONA, mais aussi personnalités connues pour leur appartenance aux cellules progressistes et démocratiques qui font parler d'elles à Bujumbura.

Au-delà de la littérature glorifiante de l'"*unité séculaire*" des Burundi que M. Bararunyeretse veut mettre en avant, les deux jeunes gens tentent d'oeuvrer plutôt dans le sens d'une analyse sociale et politique de la question. Ils sont souvent aidés en cela, à des degrés divers, par Monseigneur Alfred Ndoricimpa et M. Balthazar Habonimana, avant sa nomination comme ambassadeur à Rome, en Italie. Des fois également, M. Ambroise Niyonsaba fait preuve de lucidité et de bonne volonté.

Mais, comme il semble n'y avoir pas de faits scientifiques évidents pour expliquer l'antagonisme Hutu-Tutsi et la cohorte de malheurs des années de violence politico-ethnique que furent 1962, 1969, 1972-73 et 1988, le problème se révèle, aux yeux de tout le monde, comme ayant un fondement politique. Il a trait à la conception et la gestion du pouvoir, dans un Burundi qui vient à peine de sortir de l'emprise monarchique et de la domination coloniale.

Cette conception et cette gestion ne peuvent se faire qu'à travers une vision démocratique. Il s'impose alors que le Burundi s'ouvre au multipartisme et permette réellement la compétition politique à travers une multiplicité d'idées, au lieu de figer la pensée sur les questions politiques et sociales à la seule vision d'un pouvoir républicain aux allures monarchistes évidentes. Voilà qui amène à la proposition d'élaborer une charte pour l'unité et de la démocratie qui doit, outre les valeurs traditionnelles à réaffirmer, servir de référence à la nécessité d'émergence d'un pluralisme politique libérateur.

Cela n'est malheureusement pas accepté par les ténors de l'UPRONA comme Bararunyeretse, Mukasi, Mayugi et bien d'autres. La charte de l'unité nationale résultant de ces travaux, qui durent jusqu'à la fin de l'année 1990, paraît comme une leçon de morale surréaliste sans aucune ouverture pratique sur la réalité. Ce texte connaît d'ailleurs une critique acerbe de la part d'autres *opposants* comme le Dr. Alphonse Rugambarara.

II.2.7 La trahison des clercs

Ce dernier vient de participer à l'époque à la fondation d'une association sans but lucratif, l'ACPB (Association culturelle pour le progrès au Burundi) que dirige le Dr. André Birabuza. Son Vice-président n'est autre que l'Abbé Augustin Mvuyekure, qui perd la vie quelques mois après dans un accident de la route aux circonstances encore mystérieuses.

Les autres membres du comité de cette association sont Mme Fidélie Nsabimana, M. Sylvestre Ntibantunganya et Mme Willy Broad Kabura. Beaucoup de cadres du Parti UPRONA et de ses mouvements intégrés font partie de cette association : Alphonse Kadege, Vincent Kubwimana, Arthémon Mvuyekure, Ambroise Niyonsaba, Jean-Baptiste Manwangari, etc... Sans oublier d'autres personnalités bien connues dans les milieux intellectuels comme Jean-Marie Ngendahayo, son épouse Antoinette Batumubwira et Gilles Bimazubute.

Mais dès les premiers jours, la tendance dictatoriale de Birabuza compromet l'évolution harmonieuse de cette association, en refusant qu'un débat sincère et transparent s'y déroule sur la question de l'unité nationale hors des barricades et autres "balises"

dressées sous d'autres cieux, à l'UPRONA. Jean-Marie Ngendahayo, son épouse Antoinette Batumubwira, Gilles Bimazubute et quelques autres, prennent la décision de sortir de l'Association. Le Dr. Birabuza fait tout pour que le débat sur la question de l'unité nationale ne dépasse pas les frontières de la Commission nationale chargée de l'étudier. Ce faisant, il cause un fort préjudice à une association que d'aucuns considéraient comme pouvant déboucher sur un mouvement politique de rassemblement d'une partie de l'intelligentsia burundaise autour des idées nouvelles, d'une nouvelle méthode de travail et d'action.

Comme durant les années qui ont suivi cette mésaventure, tout le monde constate aujourd'hui comment le Dr. André Birabuza a toujours symbolisé l'opposition à toute ouverture véritablement démocratique.

On note également que Bararunyeretse et Kadege, patrons de la Permanence nationale de l'UPRONA ne manquent pas de soutenir cette aile anti-démocratique. Que de menaces à peine voilées proférées à l'endroit des cadres de l'UPRONA qui veulent s'engager corps et âme dans les travaux de cette association qui aurait permis d'aborder, dans la multiplicité ethnique, les questions les plus cruciales de la vie nationale. Pierre-Claver Nzeyimana, Raphaël Bitariho et Sylvestre Ntibantunganya se souviennent certainement de cette réunion qui devait se dérouler un jour au Palais de la nation mais qui fut combattue par les deux ténors de la Permanence de l'UPRONA.

Mais l'inquiétude des conservateurs de l'UPRONA se fait davantage sentir pour la première fois lorsque Sylvestre Ntibantunganya publie dans *Le Réveil*, une revue mensuelle de l'ACPB, un article intitulé *Parti unique, multipartisme et Démocratie : les vrais termes du débat*. L'article avait été chapeauté par Dieudonné Vandrôme Ntakarahera, actuel directeur des publications du bimensuel *Panafrika*, alors étudiant à l'Université du Burundi faisant partie du noyau dur de l'ACPB.

Sylvestre Ntibantunganya est convoqué par le Coordonnateur de la Permanence nationale de l'UPRONA. Libère Bararunyeretse le met courtoisement en garde contre un écrit du genre. Il est relayé par un certain Pierre Buyoya, Président du Comité militaire pour le salut national et Président de la République. Les deux hommes pensent alors que Sylvestre Ntibantunganya amorce du dedans une critique contre le parti unique UPRONA. Pourtant, nulle part dans son texte, l'auteur ne fait mention du parti UPRONA.

Pour MM. Bararunyeretse et Buyoya, comme Sylvestre Ntibantunganya, alors Secrétaire national chargé de l'Institut Rwagasore, fait partie des hauts cadres de l'UPRONA, tout porte à penser que la critique du parti unique s'adresse à l'UPRONA sans le nommer. Ce qui n'est d'ailleurs pas faux car, depuis 1986, Sylvestre Ntibantunganya est membre fondateur du FRODEBU. Il a d'ailleurs fait lire son article par ses amis du Bureau politique avant de le publier.

Tous ces comportements et réactions montrent jusqu'à quel point l'UPRONA refuse le débat contradictoire sur une question aussi fondamentale que celle de l'unité nationale. Peut-on s'étonner que le débat officiel, fortement balisé par Bararunyeretse, Kadege et Buyoya, soit comme cette montagne qui n'accouche que d'une souris ! En effet, les problèmes fondamentaux à travers lesquels les Burundais vivent l'absence de l'unité ne sont pas abordés. Les différents génocides souvent perpétrés par l'Etat à l'endroit d'une partie de la population comme celui de 1972, ne sont pas condamnés. Les politiques d'exclusion des Hutu des principaux secteurs de l'Etat, l'enseignement, l'administration centrale et territoriale, l'armée et autres forces de sécurité (les différentes polices, dont

la Streté nationale), la diplomatie, le monde des affaires et même la hiérarchie catholique ne sont que superficiellement abordés. On peut même dire qu'ils sont purement et simplement relégués au second plan.

II.28 Le tournant

Dans tous les cas, face à l'entêtement du pouvoir Buyoya à refuser d'ouvrir un débat sincère et profond sur ces questions, le FRODEBU décide en décembre 1989, de publier un mémorandum revendiquant l'organisation d'une conférence nationale. Dans ce texte, le nouveau parti propose non seulement l'organisation de cette conférence mais en montre également les contours quant aux sujets à y aborder et aux participants.

En 1989 et 1990, des colloques sont organisés à travers tout le pays d'une part sur le *Rapport de la Commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale* et d'autre part sur le *projet de la Charte de l'unité nationale*. Partout dans le pays, les langues se délient et posent clairement les problèmes vécus à travers le manque d'unité. Il s'agit des problèmes déjà mentionnés. Mais le régime du major Buyoya fait toujours la sourde oreille et se préoccupe uniquement de l'organisation du "Congrès extraordinaire élargi" du parti unique, l'UPRONA, prévu pour la fin de l'année 1990.

Au sein des cadres du Parti unique et de ses mouvements intégrés, la revendication de la transformation du "Congrès extraordinaire élargi" de l'UPRONA en une Conférence nationale est ouverte. Léonard Nyangoma, Sylvestre Ntibantunganya et Pontien Karibwami, alors membre du Comité central de l'UTB, sont les plus mordants en cela. Timidement, d'autres cadres comme Juvénal Manirambona et Thaddée Baracikebeye leur tiennent compagnie. Ce sont donc exclusivement des Hutu qui réclament cette conférence nationale où ils indiquent que toute association ou organisation connue, officiellement ou dans la clandestinité, doit prendre part à cette conférence.

Tout cela est dit à Buyoya le 11 décembre 1990, lors d'une réunion organisée à l'intention des hauts cadres de l'UPRONA et de ses mouvements intégrés, en vue de leur faire part des textes qui serviront de base de ce congrès projeté pour les 27, 28 et 29 décembre 1990. Conscient de ce que la rencontre peut être dure pour lui, Buyoya prend soin de faire sortir la presse et sa garde dès que le débat est amorcé. Et le débat, vraiment contradictoire, mais malheureusement limité entre le Président Buyoya et les trois grands ténors du FRODEBU, a lieu. L'on entend même certains des cadres de l'UPRONA, dressés pour n'user que de la langue de bois et de l'unanimité autour des idées du chef, s'indigner et considérer les interventions de MM. Nyangoma, Karibwami et Ntibantunganya comme dépassant les limites de la courtoisie et de l'obéissance que l'on doit au Chef. Les trois "mousquetaires" prêchent donc dans le désert. Ils ne sont pas écoutés et la Conférence nationale n'aura pas lieu.

En fait, le pouvoir a peur d'un débat profond et transparent sur la question de l'unité nationale. La preuve en est que même les considérations émises par la population sur le projet de la Charte de l'unité nationale ne sont pas prises en compte lors du processus qui devait conduire à l'adoption de ce projet. Sylvestre Ntibantunganya a fait la synthèse de ces préoccupations recueillies à travers tout le pays et un document ad hoc a été préparé à l'intention des congressistes. Ces derniers doivent en débattre au cours du Congrès avant d'adopter le projet de la Charte de l'unité nationale. Au sein du FRODEBU, il est alors préparé un petit texte que M. Karibwami doit lire pour indiquer la position du parti FRODEBU sur la Charte de l'unité nationale.

Mais au grand étonnement de tout démocrate, le débat n'a pas lieu avant l'adoption du projet. Charles Mukasi est appelé à le lire, en vue de son adoption. A la fin de la lecture, une véritable hystérie s'empare de toute la salle qui s'adonne à des applaudissements sans fin. Toutefois, trois personnes ne se laissent pas aller à cette hystérie collective : Sylvestre Ntibantunganya, Pontien Karibwami et Léonard Nyangoma. Les caméras de la télévision se focalisent sur eux et les plans reprenant cette scène sont largement diffusés pour mettre en exergue les *ennemis de l'unité*. Le major Buyoya ne se remettra pas de la scène. Il dira à ses proches collaborateurs que ce fut pour lui le moment le plus pénible, qu'il oubliera difficilement.

Le Président Buyoya, qui préside une des commissions du congrès, dans laquelle se trouve également Sylvestre Ntibantunganya, refuse de manière systématique la parole à ce dernier. Buyoya a peut-être présagé que son cadre peut avancer des thèses contradictoires à celles exprimées officiellement et que le pouvoir cherche à faire adopter à tout prix.

Néanmoins, une résolution annonçant timidement la possibilité d'ouverture démocratique du Burundi, a été préparée, mais dans les termes vraiment abstraits. Les militants de l'UPRONA, victimes, depuis une trentaine d'années, d'un bourrage de crâne contre le risque de *dérives divisionnistes* dans un système pluraliste, s'opposent farouchement à ce projet de résolution. Le Président Buyoya est lui-même ouvertement pris à partie, accusé de vouloir mener le pays à la dérive à travers des idées puisées outre-mer.

Ethniquement, les plus farouches opposants à la possibilité d'ouverture démocratique du Burundi se retrouvent au sein des Batutsi. Parmi eux, un certain André Birabuza qui, dans sa commission, échange quelques polémiques avec Pontien Karibwami.

En cette fin de l'année 1990, l'UPRONA ne fait que récolter les fruits amers de ce qu'il a semé. En effet, depuis l'abolition du multipartisme le 23 novembre 1966, les responsables de ce parti et de l'Etat n'ont fait qu'enseigner et bourrer les crânes des citoyens de l'idée selon laquelle c'est le multipartisme qui a causé les plus graves troubles que le pays ait connus. Pourtant le peuple burundais, qui n'est pas bête, sait que les plus dures agressions qu'il a connues en 1969 et surtout lors du génocide de 1972-73 contre les Hutu, sans oublier la crise de 1988 qui semble avoir tiré le major Buyoya de son sommeil vis-à-vis de la question de l'unité nationale, sait que tous ces malheurs sont arrivés sous le règne d'un parti unique appelé UPRONA.

Le Congrès extraordinaire élargi de l'UPRONA se termine ainsi en fiasco. Il n'a pas été ce cadre de débat contradictoire que tout le monde attendait. Il est plutôt une grand-messe de plus où le major Buyoya, investi comme Président de l'UPRONA, s'entoure de près de 80 disciples, dont la majeure partie mesure avec peine que l'ère du parti unique est pratiquement révolue et que bientôt vont s'exprimer sur la scène politique burundaise d'autres formations politiques concurrentes. Parmi les personnes recrutées au Comité central de l'UPRONA pour mener une guerre sans merci à la démocratie qui pointe à l'horizon, se trouvent essentiellement deux hommes, tous hutu. Il y a d'abord Nicolas Mayugi que Buyoya nomme Secrétaire général de l'UPRONA, le tout premier dirigeant hutu de ce parti depuis les sanglantes purges de 1965. On trouve ensuite François Ngeze, un ancien exilé au Rwanda qui, depuis son exil, semble avoir été de mèche avec les services secrets burundais.

Au lendemain de ce Congrès, le groupe d'initiative du FRODEBU, composé de MM. Melchior Ndadaye, Pontien Karibwami, Sylvestre Ntibantunganya, Léonard Nyangoma et Richard Ndikumwami, décide d'envoyer une lettre ouverte au Président Buyoya dans

laquelle il rappelle leur revendication d'une conférence nationale. Pour les cinq, il faut que les Barundi, dans leurs groupes les plus représentatifs, s'asseyent ensemble pour définir "un avenir sûr et rassurant" pour tout le monde. La lettre est signée par Pontien Kabwami, Secrétaire général a.i. du Parti.

Dans ce document, les dirigeants du FRODEBU soutiennent qu'"*il nous faut au Burundi un système pluraliste qui nous rassure tous, un système qui, à travers sa charpente, élimine toutes les possibilités de négation de l'autre du droit à la jouissance complète de ses droits de citoyen, bref, un système pluraliste qui, à travers la diversité qu'il permet, réunit en son sein un ensemble de mécanismes constitutionnels, juridiques et réglementaires qui rassurent tous et chacun dans cet élan vers une société moderne et avancée, une société pleine d'espoir pour un avenir de paix et de liberté*".

Qu'a fait le Président Buyoya de ces propositions, qui aujourd'hui reviennent au galop, cette fois-ci avec l'insistance d'une opposition qui, hier, l'entourait jour et nuit ? Il les a classées sans suite. Pourtant, tout le monde constate que, si cette demande du FRODEBU, qui date de quatre ans avait été exaucée, le pays aurait été préservé de beaucoup de malheurs. De ce fait, le Président Buyoya et certains opposants d'aujourd'hui qui, il y a quatre ans, étaient parmi ses proches collaborateurs et conseillers portent la lourde responsabilité du marasme politique actuel.

II. 2.9 Ngeze: bulldozer contre la démocratie

M. Ngeze François commence à se faire remarquer au sein de l'UPRONA lors de la réunion organisée par M. Bararunyeretse, à l'intention des cadres provinciaux du Parti UPRONA dans la Mairie de Bujumbura le 18 août 1988, au lendemain de l'éclatement de la crise de Marangara et Ntega. Il y fait une déclaration fracassante, condamnant pêle-mêle tous les Hutu sans se donner la peine d'analyser les fondements de cette crise politico-ethnique que vit le pays depuis plusieurs années. Il condamne sans discernement "les groupuscules" de tous les bords "qui ne font que semer la zizanie" au sein d'une population qui, pour lui, ne connaît rien de ces problèmes ethniques ! Il oublie alors, ou le fait-il exprès pour des raisons opportunistes, qu'en 1972-73 il a été obligé de se réfugier au Rwanda, parce que l'Etat avait organisé, grâce à son armée et une bonne partie de son administration, un véritable génocide contre les citoyens de l'ethnie hutu, dont le même Ngeze fait partie.

Comme récompense à cette prestation, Ngeze est nommé par Buyoya, sur proposition de Bararunyeretse, Secrétaire Permanent de l'UPRONA dans la Mairie de Bujumbura. Depuis lors, il connaît une ascension fulgurante dans les rangs de l'UPRONA.

Nommé Gouverneur de la province de Cankuzo à la veille du référendum sur le projet de Charte de l'unité nationale, adopté par le Congrès Extraordinaire en décembre 1990, Ngeze révèle ses *performances* en hissant cette province au premier rang dans le vote en faveur de ce texte. Puis, quand le pouvoir UPRONA constate que la plaine de l'Imbo et les contre-forts de Mumirwa ont tendance à lui échapper, il nomme Ngeze Gouverneur de Bujumbura rural, sa province natale. La rébellion qui éclate dans la ville de Bujumbura et dans ses environs fin novembre 1991 donne à l'homme l'occasion de se manifester. On le dit à la tête d'un détachement militaire, drapé dans une tenue de l'armée. Ce qui amène ses amis politiques, notamment Charles Mukasi, à le surnommer "*colonel Bulldozer*", pour la simple raison que dans son expédition, M. Ngeze fait

pilonner aveuglément plus d'une quarantaine de maisons de Hutu à Muzinda, où il croit (ou feint de croire) déloger des rebelles qui s'y seraient cachés.

Auprès du pouvoir UPRONA, cela lui vaut une note supplémentaire. Et, dans le remaniement ministériel que le major Buyoya opère au lendemain du IIIème Congrès Ordinaire de l'UPRONA, en mars 1992, M. Ngeze est nommé Ministre de l'intérieur et du développement communal. Il devient alors le tout premier Ministre hutu de l'intérieur depuis l'imposition du parti unique, le 23 novembre 1966.

Le but poursuivi par le pouvoir UPRONA à travers cette nomination est sans équivoque. L'ancien réfugié François Ngeze, qui a honte de cette épisode de sa vie (il ne la mentionne jamais dans son curriculum vitae) et dont les traits physiques ne permettent aucune confusion quant à son appartenance ethnique (Hutu), s'est révélé être non seulement un "sorcier des élections" - selon le journal *L'Indépendant* - mais également un véritable rouleau compresseur pour faire avaler n'importe quelle pilule à la population.

Quand advient le référendum sur le projet constitutionnel, Ngeze, qui est alors gouverneur de Bujumbura rural, ne parvient pas à hisser sa province au premier rang. Pourtant il a encadré la population, porte-voix à la bouche, pour lui montrer, le jour même de la consultation, là où il fallait mettre le bulletin : comme il fallait s'y attendre, le projet de Constitution consacrant le multipartisme au Burundi est voté le 9 mars 1992. Quatre jours plus tard, le Président Buyoya promulgue la nouvelle Constitution, avant de signer le décret-loi sur les partis politiques, le 15 avril 1992.

L'agrément des nouveaux partis est du ressort du Ministre de l'intérieur et du développement communal, qui n'est autre que M. Ngeze. Le registre étant ouvert, les partis politiques qui sont déjà connus du public se bousculent chez le Ministre Ngeze. Dès les premiers jours, cet homme n'hésite pas à manifester son hostilité envers le Parti SAHWANYA-FRODEBU.

Mais le 3 mai 1992, le FRODEBU tient son assemblée constitutive. Il adopte à cette occasion ses textes fondamentaux (statuts, le projet de société et le programme), présentés le 25 du même mois au Ministre de l'intérieur et du développement communal pour l'agrément du parti. Le FRODEBU devient ainsi le premier parti, parmi les nouveaux, à demander son agrément suivant les textes et autres lois en vigueur : la Charte de l'Unité Nationale, la Constitution et la loi sur les partis.

Le Ministre Ngeze ne se presse pas à agréer le nouveau parti. Il se préoccupe beaucoup plus de chercher le sexe de l'ange à travers les textes qui lui sont présentés, afin de trouver une raison qui puisse lui permettre de refuser ce parti qu'il redoute beaucoup. A un certain moment, l'opinion croit à des manoeuvres dilatoires de la part du Ministre et s'interroge. Pressé de toutes parts, Ngeze laisse croire qu'il est en train d'étudier profondément le dossier. Et le 18 juin 1992, il convoque le président et représentant légal du parti SAHWANYA-FRODEBU, M. Ndadaye Melchior, pour lui faire part des "griefs" et "hérésies" qu'il prétend avoir découverts dans les textes qui lui ont été présentés et qui, selon lui, sont en opposition avec les dispositions de la Charte de l'Unité Nationale et de la Constitution. Voici, à titre d'exemple, quelques-unes de ces "hérésies" :

Au niveau des statuts

Le Ministre prétend que l'article 28, relatif aux conditions que doit remplir un candidat pour adhérer au FRODEBU, est contraire à la charte de l'Unité Nationale. Cet article est libellé comme suit :

“Les conditions que doit remplir un candidat pour adhérer au FRODEBU sont les suivantes :

- 1. Jouir de ses droits politiques;*
- 2. Etre de nationalité burundaise;*
- 3. Etre âgé de 18 ans révolus;*
- 4. Etre acquis aux principes d'une démocratie pluraliste;*
- 5. Etre un défenseur des droits de l'homme;*
- 6. Ne pas avoir trempé dans les massacres, pogroms ou génocides (physiques et culturels) dont a souffert le peuple burundais;*
- 7. Se désolidariser chaque fois avec les individus, les groupes ou associations ayant pratiqué, pratiquant ou cherchant à pratiquer des exclusions, des massacres, des pogroms ou génocides (physiques et culturels) à l'endroit de citoyens burundais dont ils ne partagent pas l'ethnie, la région, le clan et autre appartenance;*
- 8. Adhérer au programme et aux présents statuts du FRODEBU;*
- 9. En faire une demande explicite, écrite ou verbale.*

Ce sont surtout les points 6 et 7 qui font tiquer le Ministre Ngeze. Pour lui, ils ne reflètent que l'exclusion prohibée par la Charte Nationale. Mais, exclusion de qui ? Une dépêche publiée par l'Agence Burundaise de Presse, le 24 juin 1992, au lendemain de cette rencontre entre le Ministre Ngeze et les dirigeants du FRODEBU, est explicite à ce sujet. Selon cette dernière, qui cite le Ministre Ngeze, les deux conditions excluent les Batutsi ! Cela veut alors dire que ce sont les Batutsi qui commettent les exclusions socio-ethniques, les pogroms et les génocides. Contre qui ? Contre les Bahutu que Ngeze et une bonne partie de la nomenklatura de l'UPRONA considèrent comme le seul réservoir de recrutement du FRODEBU. Evidemment, la manoeuvre à peine voilée de M. Ngeze n'est autre que de chercher comment refuser l'agrément du parti.

L'on ne comprend même pas pourquoi les Batutsi, parmi lesquels il y a énormément de citoyens honnêtes, patriotes et défenseurs de la démocratie et des droits de l'homme, ne lui demandent pas de les laver de l'opprobre puisqu'il les considère tous, globalement, comme responsables des exclusions, des pogroms et autres génocides connus par le Burundi jusqu'en 1992 ! Voilà qui laisse transpirer alors un véritable *“tribalisme”*.

Quant au FRODEBU, qui exige de ses militants ces deux conditions, où pêche-t-il, s'il le fait à l'endroit de tout candidat, de quelque ethnie qu'il soit ?

Ceci montre déjà la première mission confiée à M. Ngeze à la tête du *“Ministère des Partis”* : mettre les bâtons dans les roues de ceux qui lui sont antipathiques ou qu'il considère tout simplement comme des ennemis, principalement le FRODEBU.

Au niveau du projet de société

Le Ministre Ngeze a voulu niveler au plus bas la pensée politique du FRODEBU.

Pour lui, toute vérité n'est pas bonne à dire et il préconise une véritable amnésie face à notre histoire. Pourtant, pour le FRODEBU, il n'a jamais été dit assez que seule la vérité nous sauvera. Or voilà. Quand le FRODEBU écrit dans son projet de société que, *"aux yeux des Barundi et du monde, notre pays est connu pour ses clivages ethniques qui ont dégénéré en affrontements ayant parfois des aspects véritablement génocidaires"*, cela fait dresser les cheveux sur la tête du Ministre Ngeze ! Et quand on ajoute, que *"les drames des années 1965, 1969, 1972-73, 1988 et 1991, ont mis en évidence la gravité des problèmes ethniques dans notre pays"*, et que *"si on y ajoute les clivages <régionaux> et claniques qui ne font pas moins tort à notre pays, notamment depuis les années 1970, l'on a toute la base d'appréciation de l'Etat de santé actuel de la Nation Burundaise"*, M. Ngeze prétend que le FRODEBU remue le passé (*kuzura akaboze*). Pourtant, comment gérer le présent en effaçant le passé de nos mémoires, surtout lorsque nous constatons que des corrections s'imposent ?

Et, comme le FRODEBU l'écrit dans son projet de société, *"le mensonge, le non-dit, la dissimulation des faits qui ont marqué, même négativement, notre histoire, n'aident pas le peuple burundais dans sa volonté et son cheminement vers la réconciliation nationale. Ils entretiennent plutôt des soupçons et des rancoeurs et compromettent par là, à court et à long terme, toute démarche visant à mettre la société burundaise à l'abri de ces divisions qui l'ont frappé"*.

Le pouvoir UPRONA ne l'a jamais compris. Il s'est obstiné jusqu'au bout à garder tabous les principaux problèmes qui, encore une fois, en ce 21 octobre 1993, ont rejailli, tel un mauvais sort, pour plonger le pays dans le deuil le plus long qu'il n'ait jamais connu. Comment pouvait-il en être autrement quand on sait que les principales forces politiques, militaires et sociales n'ont jamais été préparées à une véritable réconciliation nationale, consistant à assumer l'histoire du Burundi dans ses hauts comme dans ses bas ? Le FRODEBU exige que, *"dans ce sens, le premier geste soit orienté du côté des morts, nombreux, de toutes les ethnies et de toutes les régions, victimes innocentes des tragédies que notre pays a vécues"*. Pour Ngeze - et ses amis politiques de l'UPRONA-, cela constitue un véritable sacrilège. Il exige que ce paragraphe, comme ceux précédemment cités, soient rayés du projet de société du FRODEBU. Curieusement le Collectif de l'opposition, dont l'UPRONA fait partie, s'active pour demander un tel geste pour les jeunes gens de Kibimba brûlés vifs, qui du reste ne sont pas les seuls à avoir subi un tel sort. A croire que la mémoire des morts à honorer a elle aussi une couleur ethnique ? Jamais on ne comprendra cette démarche de l'UPRONA, à travers son fidèle serviteur Ngeze, qui devient aveugle et insensible quand il lit dans une publication du FRODEBU : *"une nation burundaise réconciliée implique en second lieu une absence absolue de toute démarche revancharde aussi bien dans les approches que dans la gestion pratique de la société"*.

Le "colonel Buldozer" ne veut donc pas entendre parler de cela. Pourtant, tout observateur neutre se rend compte de la solidité idéologique du FRODEBU qui ne pouvait qu'être bénéfique pour le Burundi si elle avait rencontré de bonnes prédispositions de la part du pouvoir décadent de l'UPRONA à engager réellement le pays dans une voie de gestion démocratique. Hélas, l'on se rend compte aujourd'hui

que beaucoup de forces influentes de l'UPRONA ne parlaient démocratie que du bout des lèvres. Les engagements fermes que prend le FRODEBU en ce qui concerne *"la mise en place d'une véritable politique d'intégration nationale, une politique qui combat toutes les formes d'exclusion"* ne les convainc pas, tant la mauvaise foi a toujours guidé leur action politique.

Pourtant, la clairvoyance du FRODEBU, lors de l'élaboration de son programme est telle que même la question des minorités que le Collectif des Partis de l'opposition estime aujourd'hui comme devant constituer son principal cheval de bataille politique avait été abordée. Voici ce qui en est dit dans le programme du FRODEBU, adopté le 3 mai 1992 : *"Notre parti est un parti à vocation prioritaire des droits de l'homme. Nous devons mettre en place des politiques volontaristes aboutissant à des programmes précis visant à l'intégration et à la promotion des groupes minoritaires : les minorités ethniques, les minorités religieuses, les groupes d'étrangers, les minorités culturelles, etc., chaque minorité doit bénéficier d'une place sous le ciel national"*. Autant dire que l'actuelle association pour la défense des minorités a copié le programme du FRODEBU ! Mais qu'à cela ne tienne ! Pourvu que ceux qui doivent en bénéficier puissent le faire !

Au niveau de son programme

Le FRODEBU préconise, en ce qui concerne la justice, *"de faire éclore dans notre pays une justice conciliatrice et non répressive. Il entend pour cela que la conception structurelle et les hommes chargés de rendre la justice sortent des entrailles même du peuple burundais"*. D'où les propositions du parti de Melchior Ndadaye de *"opérer des réformes dans le système judiciaire actuel pour le débarrasser de toutes les conceptions humainement dégradantes"*. Les propositions avancées par le FRODEBU sont les suivantes :

- *Renforcer l'indépendance de la magistrature en instaurant un nouveau système de désignation des magistrats et des juges des cours et tribunaux.*
- *La nomination des magistrats des hautes cours ne pourra plus être laissée à la seule merci du Chef de l'Etat. Il pourra exercer cette fonction en association avec le Parlement et le Conseil Supérieur de la Magistrature.*
- *La gestion de la carrière des magistrats devra également dépendre d'un organe indépendant de l'Exécutif.*
Quant aux juges des tribunaux de base, ils peuvent être désignés par voie électorale de manière qu'ils se sentent directement tributaires du peuple pour lequel ils doivent rendre justice.
- *Réformer tout le système judiciaire de manière à le rendre plus respectueux des droits de l'homme et en conformité avec la loi burundaise; combattre sans merci la corruption qui gangrène notre système judiciaire;*
- *Rapprocher, autant que faire se peut, la justice des justiciables.*

Ce programme ne plaît pas du tout au Ministre Ngeze et à son parti, habitués à vivre avec une justice à leur solde, une justice présente beaucoup plus pour défendre les intérêts du pouvoir que ceux du peuple. Dès lors, cela ne devrait étonner personne que M. Ngeze François ait intimé aux dirigeants du FRODEBU l'ordre d'éliminer du programme du parti tout ce qui tend à la démocratisation de l'appareil judiciaire et donc au renforcement de son indépendance. Aussi le Ministre Ngeze a-t-il obligé les dirigeants du FRODEBU à effacer de ce programme le paragraphe relatif à la désignation des juges des tribunaux de base, qui obligeaient ceux-ci à se sentir directement tributaires du peuple pour lequel ils doivent rendre justice.

Pour Ngeze, de telles considérations iraient à l'encontre de la constitution ! Mais justement, un parti ne peut-il pas préconiser, comme on s'en rend compte du reste aujourd'hui, une refonte de la Constitution ? Pourquoi pas ? Seulement les idées qu'on préconise ne peuvent pas s'appliquer avant que ladite constitution n'ait subi les amendements ou la révision nécessaires. L'attitude de M. Ngeze est encore une preuve que la transition vers la démocratie au Burundi a été gérée par des hommes qui ne voulaient rien comprendre de cette démocratie.

Tels sont quelques dispositions et passages parmi beaucoup d'autres des textes fondamentaux du FRODEBU que le Ministre Ngeze a exigé d'effacer pour que le parti soit agréé. Logiquement, on peut se demander pourquoi cet homme s'est acharné contre le FRODEBU quand on le voit aujourd'hui plaider pompeusement et avec la maladresse qui lui est particulière pour la protection et les droits des minorités.

On croirait que ces paroles n'ont de valeur que si elles sont prononcées par lui seul et ses maîtres. Dans ce cas, nous ne sommes pas en démocratie, mais en autocratie.

Cela étant et suite à beaucoup de pressions internes et externes, le FRODEBU est agréé le 23 juillet 993, après le Parti de la Réconciliation du peuple (PRP), le Parti du Peuple (PP) et le Rassemblement Démocratique pour le Développement Economique et Social (RADDES). Le Ministre Ngeze vient ainsi de perdre sa première bataille contre le FRODEBU.

Quelqu'un d'autre essaie alors de prendre rapidement la relève. Il s'agit du Docteur André Birabaza, qui saisit la Cour constitutionnelle contre l'ordonnance du Ministre Ngeze agréant le FRODEBU. Mal lui en prend; la Cour ne lui donne pas raison.

II.2.10 Mayugi ou la dernière carte de l'UPRONA

Dès son agrément, le parti SAHWANYA-FRODEBU se lance rapidement dans une campagne de diffusion de ses idéaux. Des meetings sont organisés à travers tout le pays depuis le 9 août 1992. Melchior Ndadaye et le Comité directeur sillonnent le pays, rencontrent les foules enthousiastes, désireuses de se libérer du joug de la dictature du parti unique et de ses nombreux soutiens civils et militaires.

Le FRODEBU se développe tel un ouragan. Il grandit et s'épanouit pendant que l'UPRONA, dont il est le rival redouté, voit son aura se rétrécir comme une peau de chagrin. Il faut dès lors un nouveau souffle pour ce vieux parti qui a le handicap de porter la responsabilité non seulement des tueries et autres massacres interethniques, qui jalonnent l'histoire du Burundi indépendant, mais aussi de la régression socio-économique du pays. Nous sommes donc à l'heure des bilans et l'UPRONA a visiblement de la peine à convaincre un peuple forcé de marcher avec lui pendant une trentaine d'années. L'heure de vérité a sonné.

Il fait donc un homme, non encore usé, à lancer dans la bataille qui s'avère rude. M. Nicolas Mayugi, "élu" quelques mois auparavant président de ce parti moribond, se met au chevet de ce dernier et tente le tout pour sauver le malade, visiblement trop atteint.

Un véritable discours de diabolisation, voire un véritable terrorisme verbal, est déversé sur la population. Pour Nicolas Mayugi et ses commanditaires, la bataille doit s'axer sur le "font de l'unité", facile beaucoup plus à chanter qu'à réaliser. Il attaque par là en disant aux Burundi que le FRODEBU n'est rien d'autre que la division ambulante, un "fléau" qu'il faut combattre et abattre pour éviter les affres de la division.

Il proclame haut et fort que le parti de M. Ndadaye doit être montré du doigt (*du tegerenza kuwushengeza*) comme le "principal vecteur de la division". Le FRODEBU est ainsi accusé de tout : les feux de brousse qui ravagent le pays, les conflits sociaux de tous genres qu'on trouve au Burundi avant même la réinstauration du multipartisme et bien d'autres phénomènes. Le dicton "qui veut noyer son chien l'accuse de rage" (*uwugutuka ntagutorera*) est appliqué par l'UPRONA, sans hésitation et ni discernement.

Les attaques de ce parti, à travers Nicolas Mayugi, contre le FRODEBU deviennent plus aiguës vers la fin du mois d'octobre 1992. Dans un meeting à Buganda (en province de Cibitoke), Mayugi explose et soutient que le FRODEBU ne diffère en rien du PALIPEHUTU; ce qui signifie qu'en voie de conséquence il doit recevoir le même traitement.

La même attaque se poursuit quelques jours plus tard à Kayanza, puis à Makamba. Mais trop c'est trop. Même au sein de l'UPRONA, les esprits les plus sains commencent à être agacés. On enregistre même des sorties du Comité central de l'UPRONA de la part de personnalités qui n'hésitent pas à qualifier les discours de Mayugi de provocateurs, d'irresponsables et même quelque peu vulgaires.

Mais l'UPRONA poursuit sur sa lancée. Il va jusqu'à publier une brochure, où il rassemble près de 200 "péchés" du FRODEBU, les uns plus fantaisistes que les autres. Pire encore, il pratique un terrorisme et une immoralité jamais vus. Adhérer au FRODEBU et militer pour ce parti, entend-on dire, c'est se suicider, se préparer à être veuf. Bref, l'UPRONA ne recule devant rien pour diaboliser le FRODEBU, croyant par là pouvoir dissuader les Burundi d'y adhérer et à lui faire confiance. Mais le peuple burundais n'a pas la mémoire courte et se rappelle de la gestion catastrophique du pays par l'UPRONA pendant plus de trente ans (1961-1993). Il n'oublie pas non plus que les mêmes méthodes utilisées cette fois-là par les Belges n'ont pas empêché la victoire de l'UPRONA aux élections du 18 septembre 1961.

C'est dans ce contexte qu'advient la campagne électorale, d'abord pour les présidentielles, puis pour les législatives. L'UPRONA en duel avec le FRODEBU recourt au même discours fétide, despotique et terroriste, fait croire à ses supporters civils et militaires que le FRODEBU "tribaliste" subira une défaite cuisante. Peine perdue. Aux présidentielles, le FRODEBU sort vainqueur, avec un score très confortable : près de 65% des électeurs lui font confiance et votent en faveur du président Ndadaye; Buyoya n'a que 34% et l'autre candidat, Pierre-Claver Sendegeya, ne rassemble que 1% des voix. Aux législatives, le FRODEBU conforte ses positions. Sur les 81 sièges que se disputent le FRODEBU, l'UPRONA, le RPB., le PP et le RADDES, le FRODEBU en rafle 65; les 16 restants reviennent à l'UPRONA.

Le mythe UPRONA s'effondre. Mais les adversaires du FRODEBU ne désarment pas et s'engagent dans des voies illégales et violentes, qui débouchent sur le coup d'Etat sanglant du 21 octobre 1993 qui, à son tour, entraîne le Burundi dans une crise sans précédent.

II. 2. 11 Contestation violente de la rue à la caserne

Le 1er juin 1993 donc, l'ensemble du peuple burundais se rend aux urnes afin de se choisir, pour la première fois de son histoire, un Chef d'Etat élu à travers une compétition entre plusieurs candidats. Trois personnalités se lancent dans cette bataille :

- Le major Pierre Buyoya, Chef de l'Etat, arrivé au pouvoir à la faveur du coup d'Etat du 3 septembre 1987. Il est le candidat du parti UPRONA, au pouvoir depuis le 18 septembre 1961. Il est soutenu par la grande majorité du monde des affaires, des jeunes citadins tutsi, notamment ceux des milieux estudiantins et, surtout, de l'armée.
- M. Melchior Ndadaye, jeune banquier à la quarantaine, un véritable baroudeur politique, qui a derrière lui près d'une vingtaine d'années d'expérience politique. Il est le candidat du parti SAHWANYA-FRODEBU et jouit du soutien des trois partis qui se placent parmi les Forces de Changement Démocratiques : le Rassemblement du Peuple Burundais (RPB), le Parti du Peuple (PP) et le Parti Libéral (PL). Sa base sociale est essentiellement paysanne, donc rurale.
- M. Sendegeya Pierre-Claver, le plus vieux des trois candidats mais aussi le moins connu des électeurs. Il est candidat du PRP, connu pour ses relents monarchistes. Il est soutenu par un important homme d'affaires, que l'on dit de nationalité belge, M. Mathias Hitimana. Il rassemble autour de lui les nostalgiques de l'ancien ordre monarchique.

Les élections du 1er juin 1993 sont bien préparées. Une commission nationale électorale, dirigée par M. Térance Sinunguruza, prépare bien ces élections. On y retrouve des représentants des partis politiques. Des observateurs internationaux sont conviés également à être témoins de la bonne organisation et du bon déroulement de ces élections que d'aucuns jugent bonnes et exemplaires pour l'Afrique. L'entrée est visiblement bonne et appétissante.

Le 1er juin 1993, le candidat du parti SAHWANYA-FRODEBU, soutenu par les Forces de Changement Démocratiques, M. Ndadaye, gagne les élections. Mais ceux qui n'ont jamais cru à la démocratie refusent de se courber devant le verdict populaire. Voici les faits qui indiquent bien comment s'organise alors la rébellion contre le nouveau pouvoir qui débouche sur l'assassinat du Président Ndadaye, le 21 octobre.

Dès 6h00 du matin de ce 2 juin 1993, le Burundi entier sait que le candidat du FRODEBU l'a emporté. Mais le pouvoir UPRONA hésite à publier les résultats des élections.

Même le major Buyoya semble avoir hésité quelques instants. Pendant la nuit, il aurait pris contact avec le président de la Commission nationale électorale pour se mettre au courant des tendances qui se dessinaient. A sa surprise, il aurait appris du président de la Commission que son challenger Melchior Ndadaye allait l'emporter. Ne parvenant pas à se retenir, le Président sortant aurait demandé si le fait ethnique n'a pas pesé lourd dans la décision du souverain. Son interlocuteur lui aurait répondu qu'il n'a pas de thermomètre pour mesurer cet impact.

Buyoya finit par recommander au président de la Commission électorale de prendre toutes les dispositions qui s'imposent pour gérer la nouvelle situation. Il accepte donc sa défaite.

Pendant la journée du 2 juin 1993, tout un tas de tractations sont menées, parfois même avec menaces, à l'endroit de la Commission nationale électorale et de son président en particulier. Les plus actifs parmi ceux qui demandent au président de la Commission nationale électorale de "faire quelque chose", donc de modifier les tendances à la faveur du candidat Buyoya, se trouvent dans le sillage immédiat de ce dernier : son propre chef de Cabinet, le lieutenant-colonel Sylvestre Ningaba, et quelques autres proches conseillers. Ceux-ci ont de la peine à digérer la victoire du Président Ndadaye et cherchent à faire fausser le verdict des urnes.

Mais cette tendance de refus ne parvient pas à s'imposer. Et l'amertume dans l'âme, M. François Ngeze, alors Ministre de l'intérieur et du développement communal, proclame les résultats des élections. Au lieu de commencer par déclarer le gagnant, M. Ndadaye Melchior, il annonce d'abord, les larmes aux yeux, la défaite du major Buyoya - un signe de plus qu'une éventuelle défaite de celui-ci n'a jamais été envisagée. **Ngeze subit ici son deuxième échec face au FRODEBU.**

Le 3 juin 1993, des remous se font sentir à l'armée. Là aussi certains militaires ne parviennent pas à se contenir devant la victoire du Président Ndadaye. Des rumeurs d'un putsch alimentées autour du lieutenant Bizuru, aujourd'hui promu capitaine, circulent. Mais heureusement, le haut commandement de l'armée parvient à calmer les esprits dans les casernes.

Toutefois, dans les milieux des jeunes Tutsi, notamment universitaires, une contestation, aux tournures parfois violentes, s'organise. Des manifestations commencent à Bujumbura. Elles ont pour thème chéri la protestation contre les élections présidentielles, qui sont qualifiées de "recensement ethnique" et dont les résultats sont contestés. Pourtant, dès le 2 juin 1993, le Président Buyoya et le Chef d'Etat-major général de l'armée, le lieutenant-colonel Michel Mibarurwa, s'étaient inclinés devant le verdict populaire. Le Président Buyoya en avait appelé à ses partisans pour qu'il fasse de même. A l'endroit des forces armées, le lieutenant-colonel Mibarurwa avait insisté aussi sur le devoir de loyauté de l'armée à l'égard du nouveau pouvoir. Quant à M. Ndadaye Melchior, il avait tenu à rassurer tout le monde en disant que cette victoire de la démocratie était la victoire de tout le peuple burundais.

Que voulaient alors ces jeunes Tutsi que Buyoya ne reconnaissait pas parmi ses partisans et qui, de surcroît, cherchaient à entraîner violemment derrière eux d'autres jeunes, occupés à leurs examens de fin d'année ? Rien d'autre que du désordre, afin d'empêcher que le processus électoral ne se poursuive, car il y avait encore les législatives en vue.

Le mouvement se poursuit pendant plusieurs jours et tenta même de déborder dans le monde des fonctionnaires et dans les écoles de l'intérieur du pays. On remarque parmi les individus les plus actifs Willy Madirisha, fils de Juvénal Madirisha et d'autres comme Rukankama, Horumpende, Hajayandi, etc... Beaucoup de jeunes qui se sont aventurés dans ce mouvement appartiennent aux organisations clandestines et terroristes des "sans échecs", des "sans-défaite", etc... On les trouve plus tard, après l'assassinat du Président Ndadaye, parmi les organisateurs et encadreurs des opérations "ville-morte" (ou ville-otage) et de "purification ethnique" des quartiers de la Capitale et de certaines communes de l'intérieur du pays !

Quand le premier Ministre Adrien Sibomana s'en prend à ces hors-la-loi, les menaçant de les emprisonner en cas de récidive, il enregistre des réactions violentes le traitant de tous les noms, dont celui de "traître à la cause". Mais quelle cause ?

Cet épisode et celui à caractère militaire qui l'a précédé, méritent d'être analysés attentivement. Vus à la lumière de l'organisation de ces opérations "ville-morte" et de cette "purification ethnique", ils fournissent des indices sur certains acteurs du putsch du 3 juillet 1993 et celui du 21 octobre de la même année, des indices fort intéressants pour comprendre la trame chronologique et les responsabilités premières dans le drame que vit le Burundi sous plusieurs angles.

On se souvient, par exemple, que les étudiants de l'Université qui manifestent imposent M. Ngeze comme seul médiateur acceptable. Pourquoi Ngeze ?

Au milieu du mois de juin 1993, le Ministre Ngeze convoque les gouverneurs de province dans une réunion à Bujumbura. Ils font l'évaluation des élections du 1er juin et parlent de celles des législatives du 29 juin en perspective. Tous les gouverneurs, qui sont de gré ou de force membres de l'UPRONA s'accordent pour dire à leur patron qu'ils n'ont pas suffisamment de force et de courage pour organiser les législatives du 29 juin. Ils demandent en conséquence à leur Ministre d'aller voir le Président Buyoya et lui proposer de reporter à plus tard ces législatives. C'était là enfoncer une porte ouverte : comme on dirait dans notre langue : "*bakubise uwashaka kurira*". Là-dessus, M. Ngeze s'en va rapidement voir le Président Buyoya. Mais celui-ci refuse la proposition; il prend même ses distances en responsabilisant davantage la Commission nationale électorale, qu'il encourage à poursuivre sa mission sans compter sur l'administration territoriale, visiblement assommée par les présidentielles du 1er juin 1993.

La Commission électorale s'organise alors en conséquence. Néanmoins, ceux qui cherchent à torpiller la jeune démocratie burundaise ne déposent pas les armes. Ils tentent alors d'infiltrer la Commission électorale et de chercher à provoquer la démission de certains de ses membres. Ils se servent alors de la corde ethnico-régionaliste. Le président de la Commission, qui est mis au courant, parvient à maîtriser la situation et les démissions sont évitées de justesse. Les élections législatives ont lieu comme prévu le 29 juin 1993.

Mais déjà le 18 juin 1993, des rumeurs de bruits de bottes dans les casernes de Bujumbura se font de nouveau entendre. Le lieutenant Bizuru (le même qu'au 3 juin) essaie de rassembler une compagnie de militaires appuyés par trois autos blindées, pour se lancer à l'assaut du palais où vit le Président Ndadaye, nouvellement élu mais non encore investi. L'on parle de l'appui qui était assuré par un autre officier, le lieutenant Ndereyimana et un sous-officier, le sergent Simbare. Le point commun entre tous ces militaires est qu'ils font partie de ceux qui assurent la sécurité du Président Buyoya.

Dans les milieux militaires, l'on essaie d'étouffer rapidement l'affaire. Le journaliste Alexis Sinduhije, qui tente de lever le voile dans l'hebdomadaire *La Semaine*, est pris à partie par certains militaires, qui l'accusent de tentative de monter l'armée contre le nouveau pouvoir. Mais ce qui suit montre bel et bien qu'il existe, à l'armée, un malaise consécutif aux résultats des élections du 1er juin 1993.

En effet, dans la nuit du 2 au 3 juillet 1993, il se déclenche un mouvement militaire, qui a des allures d'une véritable marche sur le palais du Président nouvellement élu. Des éléments prélevés au sein du 2ème Bataillon Commando (Camp Muha) sont déployés dans les rues de Bujumbura, principalement aux endroits stratégiques comme les

banques, les télécommunications, etc. Des officiers comme le major Rumbete, commandant en second du 2ème Bataillon Commando, le Capitaine Bucumi, qui travaille à l'Etat major, le Commandant Ntakiyica, conseiller à la présidence de la République, ont la responsabilité des opérations.

Le lieutenant-colonel Sylvestre Ningaba et le major Busokoza sont aussi dans le coup. Ils donnent les ordres et s'occupent également de la coupure des communications téléphoniques. Le capitaine Bucumi quant à lui conduit les hommes qui doivent attaquer le Palais du Président Ndadaye. Dès qu'il y arrive, il est sommé de vider les lieux par le Capitaine (de gendarmerie) Rukundikiza, qui assure alors la garde et qui menace d'ouvrir le feu si les assaillants ne se retirent pas. Surpris, les soldats embarqués dans cette opération, dont ils ne connaissent pas les tenants et les aboutissants, implorant sa clémence et demandent de rebrousser chemin.

Entre temps, le major Nibizi, commandant du 2ème Bataillon Commando, est mis au courant de la tentative par son chauffeur; il reprend vite la situation en main et parvient à faire rentrer tous ses hommes dans son unité. Deux hommes font ainsi échouer le coup: le capitaine Rukundikiza et le major Nibizi. Au petit matin du 3 juillet 1993, tout est revenu à la normale, puis les enquêtes commencent.

Des bruits circulent sur la participation à la tentative de ce coup de force du propre Directeur de cabinet du Président Puyoya, le lieutenant-colonel Sylvestre Ningaba. Le Président Buyoya ne veut pas y croire. Le même Ningaba téléphone à M. Frédéric Ndayegamiye, Directeur de cabinet du Président Ndadaye et lui lance cette boutade: *"il paraît que ce sont les Directeurs de cabinet qui fomentent et font des coups d'Etat"* ! Et M. Ndayegamiye de lui répondre de faire attention.

Vers 16 h00, la direction de l'Office national des télécommunications (ONATEL) envoie un fax au Président Ndadaye dans lequel la responsabilité des deux officiers supérieurs, le lieutenant-colonel Ningaba et le major Busokoza, est attestée par les techniciens de l'ONATEL, sur lesquels ils font pression. La preuve est si accablante que le Président Buyoya se résigne à faire arrêter son dévoué avec lequel il a géré la République depuis son accession au pouvoir le 3 septembre 1987. Trahison ou imbécillité dans l'action ?

Quand les interrogatoires commencent, l'ancien Directeur de cabinet du Président Buyoya déclare qu'il ne voulait pas d'une opération sanglante mais que, tout simplement, il n'était pas d'accord avec le système électoral au suffrage universel. Son vœu: instaurer un système de grands électeurs, parce que, prétend-il, ce peuple n'est pas encore mûr pour un suffrage universel ! On notera que beaucoup de membres de l'opposition ont avancé ces mêmes arguties, lorsqu'il s'est agi de suppléer à la vacance du Président Ndadaye et récemment à celle du Président Ntaryamira. Un signe de plus que le coup d'Etat se poursuit de manière rampante et que donc très peu de différence distingue le 3 juillet 1993 du 21 octobre 1993 quant aux hommes, aux buts et aux méthodes. Le dernier se situe dans la continuité du premier.

Par ailleurs, on est stupéfait d'apprendre que c'est Ngeze à qui le lieutenant-colonel Ningaba s'est confié pour lui parler de son projet de coup de force en vue d'instaurer le vote censitaire, celui des "grands électeurs". François Ngeze, l'homme qui fit tout pour ne pas agréer le FRODEBU, l'homme qui proclama maladroitement, les larmes aux yeux, les résultats des élections du 1er juin 1993, l'homme qui raya abusivement des listes électorales certains candidats du FRODEBU, comme MM. Christian Sendegeya et Firmat Nahayo, aux législatives du 29 juin 1993, l'homme qui chercha à amener le Président Buyoya à reporter les législatives de juin 1993. C'est également et surtout cet

homme que les putschistes du 21 octobre 1993 choisissent pour être le Président du Comité National de Salut Public, qui usurpe, par la force et l'assassinat, le pouvoir légitimement confié au FRODEBU et à ses élus par le peuple burundais.

Voilà donc des faits qui indiquent comment la démocratie a été refusée au Burundi depuis plusieurs années. Voilà des faits qui montrent bien comment le pouvoir FRODEBU, légalement et légitimement constitué, a été brutalement agressé - bien avant son installation -, afin de l'empêcher de mener à bien les réformes, en vue de lancer le Burundi sur la voie d'une véritable démocratie, base d'un développement économique et social véritable et durable. Cette agression a été menée, nous pouvons l'affirmer sans peur de nous tromper, par des forces composites ressortissant de plusieurs secteurs politiques, sociaux ou professionnels inquiets de constater que le système sur lequel était basée leur hégémonie sur la société nationale était en déperdition.

II.3 Conclusion

Le parti SAHWANYA-FRODEBU accuse :

- L'UPRONA et tous ceux qui, avec lui ou sous sa couverture, ont géré ce pays du 18 septembre 1961 au 10 juillet 1993 mais n'ont rien fait pour extirper des mentalités nationales et des modes de conception et de gestion des rapports politiques, économiques et sociaux, les réflexes ethniques, régionalistes et claniques qui, à maintes reprises, ont failli emporter notre pays et le menacent toujours.
- Le pouvoir UPRONA de ne pas avoir suffisamment préparé le processus de démocratisation de la vie nationale, en amenant notamment les protagonistes à accepter l'issue de toute compétition politique, à commencer par celle de gagner ou de perdre des élections. Beaucoup de ténors de l'ancien parti unique affichent la triste et malheureuse impression de n'avoir jamais été préparés à accepter une éventuelle défaite au cours des élections. D'où leur désarroi et les réactions violentes dont ils ont fait (et continuent à faire) preuve.
- Ceux qui, politiques ou militaires, ont plongé le Burundi dans une apocalypse sans nom en décapitant le pouvoir élu démocratiquement, en pourchassant les responsables de la République et de l'administration du territoire afin de les tuer, laissant ainsi le pays à lui-même pendant une bonne dizaine de jours. Ceux-là portent toute la responsabilité de ce qui est arrivé au cours de ces dix jours et doivent en répondre devant la Nation, le monde et l'Histoire.
- Tous ceux qui ont profité de ce chaos, pour s'adonner à des tueries ou des massacres des ethnies Hutu, Tutsi ou Twa, de la campagne ou de la ville, civils ou militaires et quel que soit moment où l'on se situe. Ils ont porté atteinte à la vie et à la dignité humaines. Ils doivent en répondre devant Dieu, devant l'Humanité, devant le Peuple burundais et devant la loi burundaise.

Enfin ceux qui, profitant des malheurs qu'endure le Peuple burundais, tentent désespérément de retrouver le terrain politique, qui leur a été refusé par ce même peuple lors des consultations des 1er et 29 juin 1993, en mettant entre parenthèses ce même peuple, qui s'avère pourtant être le seul et incontournable souverain, auquel tous les protagonistes politiques doivent se soumettre et pour le bien duquel ils sont tenus d'oeuvrer.

TELLE EST NOTRE CONVICTION